

● (1742)

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur: A l'ordre. En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de Northumberland-Miramichi (M. Dionne)—La loi sur l'assurance-chômage—On demande que soit déposée la correspondance avec les provinces; le député de Nickel Belt (M. Rodriguez)—Les pêches—On propose que les services météorologiques soient transférés à Halifax.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} Ursula Appolloni: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, on nous a donné aujourd'hui d'après moi la meilleure explication qu'on ait entendue depuis dix ans, sur les causes de nos difficultés présentes.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: En toute franchise, je dois dire que nous venons d'avoir le plus parfait exemple d'une intelligence dont on a fait un mauvais usage. Le premier ministre (M. Trudeau) a fait une intéressante distinction que je reprendrai à son intention dans quelques instants. Aujourd'hui, dans un discours fort désobligeant envers le chef de l'opposition (M. Clark), le premier ministre s'en est pris au fait que le chef de l'opposition consultait des notes écrites. Naturellement, lui-même s'est abondamment servi de notes. Quand un premier ministre débordant d'arrogance de mépris et d'agressivité fait une chose c'est normal, mais quand l'opposition lui emboîte le pas, cela devient inacceptable.

Une voix: Voyons donc!

M. Broadbent: Voyons donc! Mais voyez de votre côté.

Ensuite le premier ministre nous a révélé qu'en étudiant la psychologie il avait noté une distinction entre la raison et l'imagination. Enfonçant ses mains dans ses poches, il a affirmé que c'est une bonne distinction et que le chef de l'opposition avait une bonne imagination mais manquait d'intelligence. Et ce fut l'essentiel de son argument.

Une voix: C'est la vérité.

M. Broadbent: C'est de la pure méchanceté et une belle façon de servir «l'unité» nationale! Voilà l'exemple que nous a donné aujourd'hui le premier ministre. Sans doute s'est-il servi de l'intelligence qui lui a été donnée pour gouverner le pays pendant dix ans, mais cette intelligence, qu'on ne saurait lui nier, s'en est-il servi pour susciter des appuis? A-t-il contribué

L'Adresse—M. Broadbent

à unifier le peuple pour construire un pays intéressant où l'on vive convenablement? Non. La seule fois où le premier ministre se sert de son intelligence, c'est lorsqu'il livre bataille. Nous l'avons vu en 1972, nous l'avons vu en 1974 et, pour la première fois depuis quatre ans, nous l'avons vu aujourd'hui. Il reprend vie comme par enchantement. Pourquoi? Parce qu'il aime la bagarre. Le premier ministre aime afficher deux attitudes contradictoires: le philosophe et John Wayne. Je puis l'assurer que cette combinaison est tout à fait indésirable chez le premier ministre d'un pays.

Permettez-moi de vous montrer ce qui s'est passé. Il a prétendu que le chef de l'opposition s'embrouillait dans les faits. J'en citerai quelques-uns au premier ministre pour démontrer comment l'ensemble de ces faits modifiés, tordus, faux et trompeurs qu'il a donné évoque une image tout à fait différente de celle qu'il a voulu nous faire voir. C'est un jeu qui se joue à deux. Le premier ministre dirige le pays depuis dix ans, et c'est de cela qu'il s'agit, il le sait très bien. Mais bien sûr, il aime l'emporter. Il n'aime pas convaincre, persuader, diriger ou appuyer quelqu'un qui fait du bon travail ou pose des gestes valables, mais il aime finasser et l'emporter dans les discussions.

C'est exactement l'attitude contraire à celle d'un philosophe ou d'un homme d'état sérieux. Il nous a encore sorti cette vieille histoire de création d'emplois et a prétendu que le Canada battait la marche dans ce domaine. Il a fait des comparaisons avec les autres pays. Mais il ne nous a pas dit qu'à la différence des pays avec lesquels il faisait des comparaisons, nous avons reçu des milliers d'immigrants chaque année. Il semble donc qu'il nous faut créer un peu plus d'emplois que dans les autres pays. De plus, les autres pays ont des taux de natalité moins élevés—il y a fait allusion—et ils n'ont pas à créer autant d'emplois.

L'indicateur économique pertinent n'est pas le nombre d'emplois créés, pour l'amour de Dieu. S'il y a assez d'emplois pour tout le monde, il n'est pas nécessaire que le taux de création d'emplois soit plus élevé—les gens ne sont pas des fous. L'indicateur pertinent—il n'en a pas parlé—c'est donc le niveau de chômage. C'est le taux du chômage qui est significatif lorsqu'on veut faire des comparaisons. Si l'on tient compte de l'immigration, du taux de natalité et du fait qu'il y a effectivement au pays des hommes et des femmes qui se cherchent un emploi, le gouvernement a le devoir de créer assez d'emplois pour qu'ils puissent travailler et non de gagner une bataille statistique insignifiante en déclarant que nous avons créé plus d'emplois qu'un autre pays qui n'a ni le même nombre d'immigrants ni le même taux de natalité.

Quand le premier ministre est arrivé au pouvoir en 1968, le taux de chômage était de 3.4 p. 100. En septembre 1978, le taux était de 7.7 p. 100, une augmentation de 600,000 chômeurs au cours d'une décennie. Il a donné l'impression que nous faisons beaucoup mieux maintenant que les autres pays en termes de rendement réel, et non pas en moyenne sur une période de dix ans. Nous parlons d'un gouvernement, qui vient de présenter le discours du trône et qui doit prendre la responsabilité de ce qu'il a fait pendant quatre ans et de ce qu'il a l'intention de faire au cours de la prochaine année, avant de faire appel au peuple.